

chaque fois remplacée par la phrase "Les méthodes d'essai, visées à l'annexe 5 à l'arrêté royal du 7 juillet 1994 fixant les normes de base en matière de prévention contre l'incendie et l'explosion, auxquelles les bâtiments nouveaux doivent satisfaire, tel que modifié, sont d'application".

Art. 23. A l'annexe 4, point 6.2, du même arrêté, les mots "prescriptions du point 4.1" sont remplacés par les mots "prescriptions du point 5.1".

CHAPITRE 5. — *Dispositions finales*

Art. 24. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2010, à l'exception de l'article 21 qui entre en vigueur le jour de la publication du présent arrêté dans le *Moniteur belge*.

Art. 25. Le Ministre flamand qui a le tourisme dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles, le 11 décembre 2009.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
K. PEETERS

Le Ministre flamand des Affaires administratives, des Affaires intérieures,
de l'Intégration civique, du Tourisme et de la Périphérie flamande,
G. BOURGEOIS

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2009 — 4129

[C - 2009/29902]

14 MAI 2009. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant exécution du décret du 14 novembre 2008 instaurant le Conseil de la Jeunesse de la Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et, notamment, son article 20;

Vu le décret du 14 novembre 2008 instaurant le Conseil de la Jeunesse de la Communauté française et notamment, ses articles 2, 3, § 2, 8, § 9, 11, 12 et 15;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances donné le 30 mars 2009;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 3 avril 2009;

Vu l'avis n°46.427/4 de la section de législation du Conseil d'Etat, donné le 5 mai 2009, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Le Gouvernement de la Communauté française,

Sur proposition du Ministre de la Jeunesse et de l'Enseignement de promotion sociale,

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° « Décret » : le décret du 14 novembre 2008 instaurant le Conseil de la Jeunesse de la Communauté française;

2° « Conseil de la Jeunesse » : le Conseil de la Jeunesse de la Communauté française instauré par le décret;

3° « Association » : l'association sans but lucratif créée conformément à la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations, qui sollicite l'agrément en qualité de Conseil de la Jeunesse en application du décret ou qui, le cas échéant, en est la bénéficiaire;

4° « Agrément » : agrément en qualité de Conseil de la Jeunesse, obtenu par une association dans le respect du décret et du présent arrêté;

5° « Service de la Jeunesse » : le Service de la Jeunesse de la Direction générale de la Culture du Ministère de la Communauté française;

6° « Inspection » : Service général de l'Inspection de la Direction générale de la Culture du Ministère de la Communauté française;

7° « Ministre » : le membre du Gouvernement qui a la Jeunesse dans ses attributions;

8° « Jours ouvrables » : les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi, à l'exception des jours fériés;

9° « Notification » : envoi par courrier recommandé.

CHAPITRE II. — *De l'appel public à candidatures*

Art. 2. § 1^{er}. Le Service de la Jeunesse est chargé d'ouvrir une procédure d'appel public à candidatures dans le respect des règles suivantes :

1° L'appel public est lancé pour la première fois le 15 mai suivant l'entrée en vigueur du présent arrêté, et ensuite le 1^{er} juin de chaque année précédant l'éventuel renouvellement de l'agrément du Conseil de la Jeunesse, par le biais d'une annonce publiée sur le site internet du Service de la Jeunesse;

2° L'annonce visée au 1° fait intégralement référence ou comporte un lien direct vers le texte du décret et, à tout le moins, ses articles 2, 3, 8 et 9, ainsi que vers le texte du présent arrêté;

3° L'annonce visée au 1° précise que le dépôt des candidatures est permis uniquement du 1^{er} au 30 septembre qui suivent le lancement de l'appel public, moyennant communication d'un dossier dont le contenu est défini au paragraphe 2;

§ 2. L'association qui répond à l'appel public visé au paragraphe 1^{er} utilise, pour composer le dossier qui accompagne sa candidature, les formulaires-type repris en annexe au présent arrêté, fournis gratuitement par le Service de la Jeunesse, soit sous format électronique ou, à défaut, en trois exemplaires.

En tout état de cause, le dossier comprend :

1° les statuts de l'association et, sauf pour le premier agrément octroyé en application du décret et du présent arrêté, les actes de désignation de ses organes, établis dans le respect des articles 8 et 9 du décret;

2° le cas échéant, si l'association existait avant le lancement de l'appel public, un rapport d'activités ainsi que le bilan et le compte de résultats afférents à l'année précédant celle de l'appel public;

3° un budget prévisionnel relatif à la première année de la période de cinq ans sur laquelle porte l'agrément sollicité.

§ 3. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, 3°, lors du premier appel public lancé en application du § 1^{er}, 1°, l'annonce visée précise que le dépôt des candidatures est permis uniquement du 15 au 31 mai.

§ 4. Pour le premier agrément octroyé en application du décret et du présent arrêté, le bureau du Conseil de la Jeunesse d'expression française visé à l'article 14 du décret assure la transition jusqu'à la désignation des organes visés au § 2, alinéa 2, 1°.

Art. 3. Le Service de la Jeunesse accuse réception d'une candidature visée à l'article 2 dans les 5 jours ouvrables de sa réception. Il vérifie si le dossier de la demande est complet eu égard aux exigences résultant du présent arrêté et de ses annexes. Le cas échéant, dans un délai de 5 jours ouvrables suivant l'envoi de l'accusé de réception, il sollicite auprès de l'association les éléments manquants dans le dossier.

La candidature est prise en considération à la date à laquelle le Service de la Jeunesse est en possession du dossier complet. Le Service de la Jeunesse informe l'association de la date de prise en considération dans les meilleurs délais et, en tout état de cause, au plus tard le 5 octobre sauf pour le premier agrément octroyé en application du décret et du présent arrêté. Dans ce cas, le service de la Jeunesse informe l'association dans les 10 jours ouvrables suivant le dépôt du dossier complet.

CHAPITRE III. — *De la procédure d'octroi de l'agrément*

Art. 4. § 1^{er}. Le Ministre statue sur les candidatures visées à l'article 2, sur proposition motivée du Service de la Jeunesse, rédigée sous forme d'arrêté, et sur avis de l'Inspection, au plus tard le 31 décembre de l'année pendant laquelle a été lancé l'appel public à candidatures visé au chapitre II.

Font toutefois seules l'objet d'une comparaison et d'une décision du Ministre dans le courant d'une année civile les candidatures visées à l'article 2 prises en considération conformément à l'article 3, alinéa 2, au plus tard le 30 septembre de cette même année.

Une candidature prise en considération en application de l'alinéa qui précède vaut demande d'agrément pour l'application du présent arrêté.

§ 2. La décision du Ministre portant octroi de l'agrément à une association prend effet le 1^{er} du mois qui suit.

Elle est notifiée à l'association retenue ainsi que, le cas échéant, aux associations dont la candidature n'a pas été retenue avec mention des voies de recours organisées par le présent arrêté.

§ 3. Pour le premier agrément octroyé en application du décret et du présent arrêté, le Ministre statue sur les candidatures visées à l'article 2 dans les quinze jours ouvrables suivant la clôture de l'appel public à candidatures.

CHAPITRE IV. — *De la procédure de renouvellement de l'agrément*

Art. 5. L'agrément du Conseil de la Jeunesse est renouvelé tous les cinq ans à condition :

1° qu'il en exprime formellement le souhait par notification auprès du Service de la Jeunesse effectuée au plus tard le 1^{er} mai de la dernière année précédant l'éventuel renouvellement de son agrément;

2° qu'il ne fasse pas l'objet d'une procédure tendant au retrait de son agrément ouverte conformément à l'article 11, ou d'une suspension ou d'un retrait avérés de son agrément, prononcés par le Ministre respectivement en application de l'article 10 et de l'article 12;

3° qu'aucune candidature n'ait été prise en considération après le lancement d'un nouvel appel à candidatures, effectué conformément à l'article 2 ou, le cas échéant, conformément à l'article 6, § 2, alinéa 1^{er}.

Art. 6. § 1^{er}. Si le Service de la Jeunesse constate que les conditions visées à l'article 5 sont remplies, il en informe le Conseil de la Jeunesse et le Ministre.

Le Ministre renouvelle l'agrément du Conseil de la Jeunesse pour une durée de 5 ans et communique sa décision au Service de la Jeunesse pour notification au Conseil de la Jeunesse.

§ 2. Dans l'hypothèse visée à l'article 5, 2°, le Ministre peut élargir et multiplier les modalités de l'appel public à candidatures visé à l'article 2, § 1^{er}, si le Conseil de la Jeunesse fait l'objet d'une suspension ou d'un retrait de son agrément, à l'égard desquels les recours organisés par le présent arrêté sont épuisés.

Dans l'hypothèse visée à l'article 5, 3° ou, le cas échéant, après mise en œuvre de l'alinéa 1^{er}, le Conseil de la Jeunesse est, au même titre que les autres associations candidates à l'agrément, soumis intégralement à la procédure d'octroi de l'agrément visée au chapitre III.

CHAPITRE V. — *Des procédures de suspension et de retrait de l'agrément ainsi que de la suspension ou de la suppression des subventions*

Section 1^{re}. — *De la mise en demeure préalable*

Art. 7. Si le Service de la Jeunesse estime, après avis de l'Inspection, que le Conseil de la Jeunesse ne remplit pas les missions qui lui sont assignées en vertu de l'article 2, alinéa 2, du décret, les critères d'agrément fixés aux articles 3 à 7 du décret, les règles de composition et de fonctionnement visées aux articles 8 et 9 du décret et celles relatives aux structures participatives fixées à l'article 10 du décret, il informe le Conseil de la Jeunesse des griefs relevés et le met en demeure d'y remédier dans le délai qu'il détermine, lequel doit être proportionné aux mesures que le Conseil de la Jeunesse doit prendre et ne peut, en tout état de cause, être inférieur à 3 mois.

Il en informe simultanément le Ministre.

A compter de la notification de la mise en demeure visée à l'alinéa 1^{er}, le Conseil de la Jeunesse dispose d'un délai d'un mois pour faire parvenir une éventuelle note d'observations au Service de la Jeunesse.

Section 2. — De la suspension d'agrément

Art. 8. Si, à l'issue du délai déterminé par ses soins conformément à l'article 7, alinéa 1^{er}, et eu égard à l'éventuelle note d'observations du Conseil de la Jeunesse, le Service de la Jeunesse estime, après avis de l'Inspection, que le Conseil de la Jeunesse n'a pas remédié aux griefs visés dans la mise en demeure préalable, il informe le Conseil de la Jeunesse par courrier recommandé qu'il envisage de proposer au Ministre de suspendre son agrément, et lui indique les dispositions du décret qu'il ne respecte plus ainsi que la durée de la suspension d'agrément envisagée, laquelle ne peut être supérieure à 9 mois.

Il en informe simultanément le Ministre.

Art. 9. Avant de statuer, le Ministre, ou son délégué, entend les représentants désignés par le Conseil de la Jeunesse, en présence du responsable du Service de la Jeunesse.

La convocation à l'audition est adressée au Conseil de la Jeunesse par courrier recommandé. Au moins 15 jours ouvrables séparent l'envoi de la convocation et le jour de l'audition.

La convocation contient l'indication selon laquelle le Conseil de la Jeunesse dispose de la faculté de déposer une note d'observations à l'occasion de l'audition ou, le cas échéant, de remplacer cette audition par le seul dépôt d'une note d'observations.

Art. 10. Le Ministre statue sur la suspension d'agrément sur proposition du Service de la Jeunesse, rédigée sous forme de projet d'arrêté, à laquelle sont joints la mise en demeure préalable, l'avis de l'Inspection et les éventuelles notes d'observations établies par le Conseil de la Jeunesse en application des articles 7, alinéa 3, et 9, alinéa 3.

Le Ministre prend sa décision en déterminant le cas échéant la date d'effet et la durée de la suspension d'agrément, et la communique au Service de la Jeunesse pour notification à l'association.

Sa décision emporte, de plein droit, suspension des subventions visées à l'article 11 du décret.

Art. 11. A compter de la prise d'effet de la suspension d'agrément, et jusqu'à l'issue de celle-ci, le Conseil de la Jeunesse est entendu une, deux, ou trois fois, selon que la suspension a été prononcée pour une durée inférieure ou égale à 3 mois, supérieure à 3 mois mais n'excédant pas 6 mois, supérieure à 6 mois sans excéder 9 mois.

L'audition visée à l'alinéa précédent est assurée par le Service de la Jeunesse et a pour objet de permettre au Conseil de la Jeunesse de fournir tous éléments de nature à démontrer qu'il entend déférer à la mise en demeure préalable.

Par dérogation à l'alinéa qui précède, si l'audition est la seule ou la dernière d'une période de suspension, elle est assurée par le Ministre ou son délégué, en présence du responsable du Service de la Jeunesse et vaut, le cas échéant, audition en vue du retrait d'agrément visé à la section 3.

Section 3. — Du retrait d'agrément

Art. 12. Si, à l'issue de la période de suspension d'agrément et après l'audition visée à l'article 10, alinéa 3, le Ministre estime, sur proposition motivée du Service de la Jeunesse, rédigée sous forme de projet d'arrêté, que le Conseil de la Jeunesse n'a pas remédié aux griefs ayant justifié la suspension d'agrément, il retire l'agrément.

La décision du Ministre prend effet à dater de sa notification au Conseil de la Jeunesse par le Service de la Jeunesse.

Elle emporte, de plein droit, la suppression pour l'avenir des subventions visées à l'article 11 du décret.

CHAPITRE VI. — Des procédures de recours

Art. 13. Les dispositions du présent chapitre concernent :

- 1° les recours contre une décision relative à une demande d'agrément ou au renouvellement de celui-ci;
- 2° les recours contre une décision relative à une suspension ou un retrait d'agrément.

Art. 14. A compter de la notification d'une décision visée à l'article précédent, l'association ou, le cas échéant, le Conseil de la Jeunesse, disposent de 15 jours ouvrables pour introduire un recours à son encontre par courrier recommandé adressé au Service de la Jeunesse.

Art. 15. A compter de la réception du recours, le Service de la Jeunesse dispose de 15 jours ouvrables pour transmettre une proposition de décision au Ministre, à laquelle est joint, s'il intervient dans le délai, l'avis de l'Inspection.

Cette proposition de décision est communiquée simultanément à l'association ou, le cas échéant, au Conseil de la Jeunesse.

Art. 16. Avant de statuer, le Ministre, ou son délégué, entend l'association ou, le cas échéant, le Conseil de la Jeunesse, en présence du responsable du Service de la Jeunesse.

La convocation à l'audition est adressée à l'association ou, le cas échéant, au Conseil de la Jeunesse, par courrier recommandé. Au moins 15 jours ouvrables séparent l'envoi de la convocation et le jour de l'audition.

La convocation contient l'indication selon laquelle l'association ou, le cas échéant, le Conseil de la Jeunesse, disposent de la faculté de déposer une note d'observations à l'occasion de leur audition ou, le cas échéant, de remplacer cette audition par le seul dépôt d'une note d'observations.

Art. 17. Le Ministre statue sur les recours visés à l'article 13, sur proposition motivée du Service de la Jeunesse, rédigée sous forme de projet d'arrêté.

Il communique sa décision au Service de la Jeunesse pour notification à l'association.

Art. 18. Une décision prise sur recours conformément au présent chapitre prend effet à la date à laquelle le Service de la Jeunesse a notifié la décision sur laquelle porte le recours.

Art. 19. Sans préjudice des dispositions du présent arrêté, les auditions sollicitées par les représentants du Conseil de la Jeunesse en application de l'article 3, § 2, dernier alinéa, du décret, sont effectuées par le Service de la Jeunesse qui informe le Ministre du déroulement et de la teneur de l'audition.

CHAPITRE VII. — *Des subventions au Conseil de la Jeunesse et des jetons de présence*

Art. 20. Le Service de la Jeunesse liquide, pour le 31 mars au plus tard, 85 % de la subvention annuelle visée à l'article 11, alinéa 1^{er}, 2^o, du décret.

Il liquide le solde de la subvention précitée en une tranche au plus tard dans les trois mois qui suivent le dépôt au Service de la Jeunesse des documents visés à l'article 21, alinéa 2.

Sans préjudice de l'article 13 de la loi du 16 mai 2003 fixant les dispositions générales applicables aux budgets, au contrôle des subventions et à la comptabilité des communautés et des régions, ainsi qu'à l'organisation de la Cour des comptes, le Service de la Jeunesse déduit de la liquidation de ces tranches les parties de subvention relatives aux années civiles antérieures dont le Conseil de la Jeunesse n'aurait pu justifier l'utilisation.

Art. 21. La subvention octroyée pour une année est afférente à la même année civile. Cette subvention est justifiée par le compte de résultats de cette même année civile.

Le Conseil de la Jeunesse est tenu de communiquer pour le 31 juillet au plus tard au Service de la Jeunesse ses comptes annuels approuvés par son assemblée générale et relatifs à l'année civile précédente. Ces comptes annuels comprennent le bilan et le compte de résultats suivant le schéma prévu par la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations.

Art. 22. § 1^{er}. L'aide logistique visée à l'article 11, alinéa 1^{er}, 3^o, du décret, correspond à la fourniture gratuite, en suffisance, d'au moins le matériel suivant :

- 1^o ordinateurs, en ce compris, le cas échéant, ordinateurs portables, munis d'une connexion internet;
- 2^o imprimantes, dont au moins une imprimante couleur;
- 3^o scanners;
- 4^o téléphones et fax;
- 5^o armoires, bureaux et chaises de bureau;
- 6^o matériel de bureau;
- 7^o tables de réunion et chaises.

§ 2. L'aide administrative visée à l'article 11, alinéa 1^{er}, 3^o, du décret, correspond à la fourniture gratuite, en suffisance, d'au moins les services et prestations suivants :

- 1^o intervention de l'Etnic en cas de besoin;
- 2^o utilisation des services de la Poste ou, en cas de besoin, de ceux d'entreprises de livraison;

§ 3. L'aide d'infrastructure et d'hébergement visée à l'article 11, alinéa 1^{er}, 3^o, du décret, correspond à la fourniture gratuite, en suffisance, d'au moins les prestations suivantes :

- 1^o locaux proches des transports en commun, dont la surface permet d'accueillir les bureaux visés au paragraphe 1^{er}, 5^o et une salle de réunion séparée;
- 2^o service de nettoyage des locaux visés au 1^o;
- 3^o accessibilité des locaux visés au 1^o en dehors des heures de bureau.

Art. 23. § 1^{er}. En application de l'article 8, § 9, du décret, le montant du jeton de présence par séance de travail est fixé à 25,52 euros.

Les frais de parcours et de séjour sont fixés suivant les conditions et les taux fixés par la réglementation en la matière applicable aux membres du personnel du ministère. A cet effet, les membres du Conseil de la Jeunesse et les experts visés à l'article 8, § 7, du décret, sont assimilés aux membres du personnel du ministère titulaires d'un grade classé au rang 12.

Les membres du Conseil de la Jeunesse sont autorisés à faire usage de leur véhicule à moteur personnel pour les déplacements nécessités par leur participation aux réunions du Conseil de la Jeunesse. Ils bénéficient d'une indemnité égale au montant qui aurait été déboursé par la Communauté française en cas d'utilisation des moyens de transport en commun. La Communauté française n'assume pas la couverture des risques résultant de l'utilisation, par les membres, de leur véhicule personnel.

§ 2. Les montants visés au paragraphe 1^{er} sont adaptés à l'indice-santé tous les deux ans, à partir du 1^{er} janvier 2011.

Ces mêmes montants sont payés trimestriellement à terme échu.

§ 3. Les montants destinés aux experts visés au paragraphe 1^{er} sont payés, conformément au paragraphe 2, à l'association dont ces experts sont membres, sauf accord exprès de cette dernière pour que le paiement soit effectué en faveur des experts en personne.

CHAPITRE VIII. — *Dispositions finales*

Art. 24. Le décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2009.

Art. 25. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2009.

Art. 26. Le Ministre qui a la Jeunesse dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 14 mai 2009.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de la Jeunesse et de l'Enseignement de Promotion sociale,
M. TARABELLA

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE
DIRECTION GENERALE DE LA CULTURE

Service de la Jeunesse

Boulevard Léopold II, 44

1080 BRUXELLES

DOSSIER D'AGREMENT

en tant que

Conseil de la Jeunesse de la Communauté française

Nom de l'Association :

DOSSIER D'AGREMENT

Partie réservée à l'Administration

	OUI	NON	Date
Dossier reçu	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Dossier complet	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Si dossier incomplet, documents sollicités :

-
-
-

Dossier transmis à l'Inspecteur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Avis de l'Inspecteur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Proposition du Service de la Jeunesse	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Transmission de la proposition et des avis au Ministre	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Ressort d'inspection :	
Inspecteur :	

DECISION DU MINISTRE

1. Agrément en tant que Conseil de la Jeunesse de la Communauté française :

Oui

Non

A la date du

Décision prise le

Document 1

DEMANDE D'AGREMENT

- Demande initiale
 Demande de renouvellement

....., le

Nom de l'association :

.....

Adresse :

.....

.....

A l'attention du Ministre de la Jeunesse

Monsieur/Madame le/la Ministre,

1. Nous sollicitons l'agrément*/ le renouvellement d'agrément de notre association

.....
 sise à

ruen°..... en tant que
 Conseil de la Jeunesse de la Communauté française à partir du/...../.....

Nous ajoutons avoir pris connaissance du décret du 14/11/2008 et de ses arrêtés d'application. Nous déclarons vouloir nous y conformer.

Les renseignements et documents indispensables pour la prise en considération de notre demande sont annexés à la présente

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de nos sentiments respectueux.

Pour le Conseil d'Administration,

Le Secrétaire,

Le Président,

I. Conditions générales

1. IDENTIFICATION DE L'ASSOCIATION :

a. Nom de l'association :

--

Adresse du siège social :

--

Code Postal

--

Localité

--

b. Téléphone :

n° de téléphone et libellé complet

--	--

c. Web & email :

Adresse em@il

--

Site Internet

--

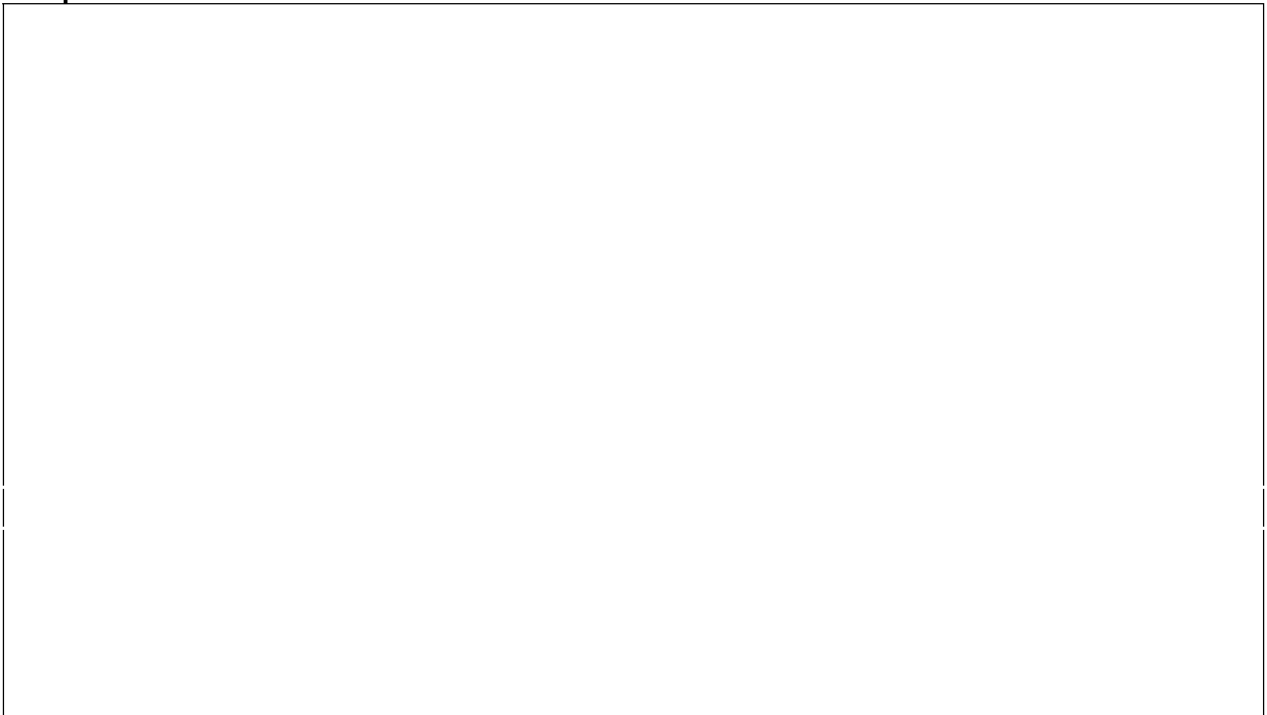
2. CRITERES GENERAUX

a.	Statut de l'asbl :		
	N° d'entreprise :		
	Date de création :		
	Joindre une copie des statuts coordonnés et la dernière parution au Moniteur	Annexe 1	<input type="checkbox"/>
b.	Composition des instances :		
	Fournir l'annexe relative à la liste des membres de l'Assemblée générale, leur provenance et leur date de naissance dans le respect de l'article 8 du décret	Annexe 2	<input type="checkbox"/>
	Fournir l'annexe relative à la liste des membres du Conseil d'Administration, leur provenance et leur date de naissance dans le respect de l'article 9 du décret	Annexe 3	<input type="checkbox"/>
c.	Compte bancaire :		
	Numéro :		
	Joindre un virement pré-imprimé, une attestation bancaire ou un extrait de compte (le compte doit être au nom de l'association)	Annexe 4	<input type="checkbox"/>
d.	Plan d'action pour la 1^{ère} année de l'agrément	Annexe 5	<input type="checkbox"/>
e.	Budget relatif à la 1^{ère} année de l'agrément	Annexe 6	<input type="checkbox"/>

3. CRITERES COMPLEMENTAIRES

Dans le cas où l'association existe préalablement à l'appel public

a.	Rapport d'activités de l'année écoulée	Annexe 7	<input type="checkbox"/>
b.	Comptes et bilans relatifs à l'année écoulée	Annexe 8	<input type="checkbox"/>

Avis de l'Inspection :**Proposition du Service de la Jeunesse :**

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2009 — 4129

[C – 2009/29902]

14 MEI 2009. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende uitvoering van het decreet van 14 november 2008 tot instelling van de Jeugdraad van de Franse Gemeenschap

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen en, inzonderheid op artikel 20;
Gelet op het decreet van 14 november 2008 tot instelling van de Jeugdraad van de Franse Gemeenschap en inzonderheid, op de artikelen 2, 3, § 2, 8, § 9, 11, 12 en 15;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, verleend op 30 maart 2009;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 3 april 2009;

Gelet op het advies nr. 46.427/4 van de wetgevingsafdeling van de Raad van Staten, gegeven op 5 mei 2009, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Jeugd en Onderwijs voor sociale promotie;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit dient verstaan te worden onder :

1^o « Decreet » : het decreet van 14 november 2008 tot instelling van de Jeugdraad van de Franse Gemeenschap;

2^o « Jeugdraad » : de Jeugdraad van de Franse Gemeenschap, ingesteld door het decreet;

3^o « Vereniging » : de vereniging zonder winstbejag opgericht overeenkomstig de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen, die de erkenning aanvraagt als Jeugdraad met toepassing van het decreet of die, desgevallend, de begunstigde ervan is;

4^o « Erkenning » : erkenning als Jeugdraad, bekomen door een vereniging met inachtneming van het decreet en dit besluit;

5^o « Jeugddienst » : de Jeugddienst van de Algemene directie Cultuur van het Ministerie van de Franse Gemeenschap;

6^o « Inspectie » : de Algemene dienst Inspectie van de Algemene directie Cultuur van het Ministerie van de Franse Gemeenschap;

7^o « Minister » : het lid van de Regering dat met Jeugd belast is;

8^o « Werkdagen » : maandag, dinsdag, woensdag, donderdag en vrijdag, met uitzondering van de feestdagen;

9^o « Kennisgeving » : zending bij aangetekende brief.

HOOFDSTUK II. — De openbare oproep tot kandidaten

Art. 2. § 1. De Jeugddienst is belast met het instellen van een procedure voor openbare oproep tot kandidaten met inachtneming van de volgende regels :

1^o de openbare oproep tot kandidaten geschiedt voor de eerste keer op de vijftiende mei volgend op de inwerkingtreding van dit besluit, en daarna, op de eerste juni van elk laatste jaar vóór de mogelijke vernieuwing van de erkenning van de Jeugdraad, via een bekendmaking op de Website van de Jeugddienst;

2^o de bij 1^o bedoelde bekendmaking verwijst integraal of bevat een directe link naar de tekst van het decreet en, minstens, naar de artikelen 2, 3, 8 en 9 ervan, alsook naar de tekst van dit besluit;

3^o de bekendmaking bedoeld bij 1^o vermeldt dat het indienen van de kandidaturen enkel van 1 tot 30 september na de openbare oproep mogelijk is, mits mededeling van een dossier waarvan de inhoud in paragraaf 2 bepaald wordt;

§ 2. Om op de bij paragraaf 1 bedoelde openbare oproep te antwoorden, gebruikt de vereniging, om het dossier samen te stellen dat met haar kandidaatstelling ingediend moet worden, het typeformulier opgenomen als bijlage bij dit besluit, gratis bekomen bij de Jeugddienst, ofwel elektronisch ofwel, bij gebreke daarvan, in drie exemplaar.

In elk geval bevat het dossier :

1^o de statuten van de vereniging en, behoudens voor de eerste erkenning toegekend met toepassing van het decreet en van dit besluit, de aanstellingsakten van haar organen, opgesteld met inachtneming van de artikelen 8 en 9 van het decreet;

2^o desgevallend, indien de vereniging vóór de openbare oproep al bestond, een activiteitenverslag alsook de balans en de resultatenrekening voor het jaar dat aan dat van de openbare oproep voorafgaat;

3^o begrotingsvooruitzichten betreffende het eerste jaar van de periode van vijf jaar waarop de aangevraagde erkenning slaat.

§ 3. In afwijking van de eerste paragraaf, 3^o, bij de eerste openbare oproep tot de kandidaten ingesteld met toepassing van § 1, 1^o, bepaalt de erbij bedoelde bekendmaking dat de indiening van de kandidaturen enkel tussen 15 en 31 mei toegestaan is.

§ 4. Voor de eerste erkenning toegekend met toepassing van het decreet en van dit besluit, zorgt het bureau van de Franstalige Jeugd raad bedoeld bij artikel 14 van het decreet voor de overgang tot de aanwijzing van de organen bedoeld bij § 2, tweede lid, 1^o.

Art. 3. De Jeugddienst bericht ontvangst van een kandidatuur bedoeld bij artikel 2 binnen de vijf werkdagen van de ontvangst. Hij gaat na of het dossier van de aanvraag volledig is met betrekking tot de vereisten die voortvloeien uit dit besluit en de bijlagen ervan. Zo nodig, binnen een termijn van vijf werkdagen na zending van het ontvangstbericht, vraagt de dienst aan de vereniging om de ontbrekende elementen van het dossier toe te sturen.

De kandidatuur wordt in aanmerking genomen op de datum waarop de Jeugddienst in het bezit is van het volledige dossier. De jeugddienst licht de vereniging over de datum van de inaanmerkingneming binnen de kortste termijn in en, in elk geval, ten laatste tegen 5 september behoudens voor de eerste erkenning toegekend met toepassing van het decreet en van dit besluit. In dat geval, stelt de Jeugddienst de vereniging ervan op de hoogte binnen de tien werkdagen na de indiening van het volledige dossier.

HOOFDSTUK III. — *De procedure voor de toekenning van de erkenning*

Art. 4. § 1. De Minister neemt een beslissing over de kandidaturen bedoeld bij artikel 2 op met redenen omkleed voorstel van de Jeugddienst, opgesteld in de vorm van een besluit, en na advies van de Inspectie, ten laatste tegen 31 december van het jaar gedurende hetwelk de openbare oproep tot kandidaten bedoeld bij hoofdstuk II werd ingesteld.

Maken echter enkel het voorwerp uit van een vergelijking en een beslissing van de Minister in de loop van een kalenderjaar, de kandidaturen bedoeld bij artikel 2 in aanmerking genomen overeenkomstig artikel 3, tweede lid, ten laatste op 30 september van datzelfde jaar.

Een kandidatuur die in aanmerking wordt genomen met toepassing van het vorige lid geldt als een aanvraag om erkenning voor de toepassing van dit besluit.

§ 2. De beslissing van de Minister houdende toekenning van de erkenning van een vereniging heeft uitwerking met ingang van de eerste dag van de volgende maand.

Er wordt ervan aan de gekozen vereniging alsook aan de niet gekozen verenigingen kennisgegeven met vermelding van de beroepswegen ingericht door dit besluit.

§ 3. Voor de eerste erkenning toegekend met toepassing van het decreet neemt de Minister een beslissing over de kandidaturen bedoeld bij artikel 2 binnen de vijftien werkdagen na de beëindiging van de openbare oproep tot de kandidaten.

HOOFDSTUK IV. — *De procedure voor de vernieuwing van de erkenning*

Art. 5. De erkenning van de Jeugdraad wordt om de vijf jaar vernieuwd op voorwaarde dat :

1° hij er formeel om vraagt per kennisgeving bij de Jeugddienst, ingediend ten laatste op 1 mei van het jaar dat voorafgaat aan de mogelijke vernieuwing van de erkenning;

2° hij niet het voorwerp uitmaakt van een procedure tot intrekking van de erkenning, ingesteld overeenkomstig artikel 11, of van een beslissing tot schorsing of intrekking van de erkenning, uitgesproken door de Minister respectief met toepassing van artikel 10 en artikel 12;

3° geen nieuwe kandidatuur in aanmerking werd genomen na het instellen van een nieuwe oproep tot de kandidaten, gedaan overeenkomstig artikel 2 of, desgevallend, overeenkomstig artikel 6, § 2, lid 1.

Art. 6. § 1. Indien de Jeugddienst vaststelt dat de voorwaarden bedoeld bij artikel 5 vervuld zijn, licht hij de Jeugdraad en de Minister erover in.

De Minister vernieuwt de erkenning van de Jeugdraad voor een periode van vijf jaar en deelt zijn beslissing aan de Jeugddienst mee ter kennisgeving aan de Jeugdraad.

§ 2. In het geval bedoeld bij artikel 5, 2°, kan de Minister de nadere regels uitbreiden en vermeerderen voor de openbare oproep tot kandidaten bedoeld bij artikel 2, § 1, indien de Jeugdraad het voorwerp uitmaakt van een schorsing of een intrekking van zijn erkenning, waarvoor de beroepen opgericht bij dit besluit al met negatief resultaat ingesteld werden.

In het geval bedoeld bij artikel 5, 3° of, desgevallend, na implementatie van het eerste lid, wordt de Jeugdraad, net als de verenigingen die zich kandidaat hebben gesteld voor de erkenning, integraal onderworpen aan de procedure voor de toekenning van de erkenning bedoeld bij hoofdstuk III.

HOOFDSTUK V. — *De procedures voor de schorsing en de intrekking van de erkenning alsook de schorsing en de afschaffing van de subsidies*

Afdeling 1. — De voorafgaande ingebrekestelling

Art. 7. Indien de Jeugddienst, na advies van de Inspectie, de mening toegedaan is dat de Jeugdraad de opdrachten die hem toegewezen werden krachtens artikel 2, tweede lid, van het decreet, niet verwezenlijkt, dat de Jeugdraad noch de erkenningscriteria bedoeld bij de artikelen 3 tot 7 van het decreet, noch de regels van samenstelling en werking bedoeld bij de artikelen 8 en 9 van het decreet, noch deze met betrekking tot de deelnemingsstructuren bedoeld bij artikel 10 van het decreet in acht neemt, licht er de Jeugdraad in over en maant hem aan deze in acht te nemen binnen de door hem bepaalde termijn, die toch evenredig moet zijn met de door de Jeugdraad te treffen maatregelen en kan, in elk geval, niet korter zijn dan drie maanden.

Hij stelt er gelijktijdig de Minister in kennis van.

Vanaf de kennisgeving van de ingebrekestelling bedoeld bij het eerste lid, beschikt de Jeugdraad over een termijn van één maand om een mogelijke nota met op- en aanmerkingen aan de Jeugddienst te laten geworden.

Afdeling 2. — Schorsing van de erkenning

Art. 8. § 1. Indien, na de door hem overeenkomstig artikel 7, eerste lid, bepaalde termijn, en met betrekking tot de mogelijke nota met op- en aanmerkingen van de Jeugdraad, de Jeugddienst, na advies van de Inspectie, acht dat de Jeugdraad de hem in de voorafgaande ingebrekestelling verweten gebreken niet verholpen heeft, kan hij de Jeugdraad bij aangetekende brief ervan berichten dat hij zich voorneemt de Minister de schorsing van de erkenning voor te stellen, en vermeldt de bepalingen van het decreet die door hem niet meer in acht worden genomen alsook de duur van de voorgenomen schorsing van de erkenning, die toch niet meer dan negen maanden mag bedragen.

Hij stelt er gelijktijdig de Minister in kennis van.

Art. 9. Alvorens een beslissing te nemen, hoort de Minister, of diens afgevaardigde, de vertegenwoordigers aangesteld door de Jeugdraad, in aanwezigheid van de verantwoordelijke van de Jeugddienst.

De oproeping voor het verhoor wordt aan de Jeugdraad bij aangetekende brief toegezonden. Minstens vijftien werkdagen moeten verlopen tussen de zending van de oproeping en de dag van het verhoor.

De oproeping bevat de vermelding dat de Jeugdraad over de mogelijkheid beschikt om een nota met op- of aanmerkingen in te dienen ter gelegenheid van het verhoor of, desgevallend, het verhoor te vervangen door het enkel indienen van een nota met op- en aanmerkingen.

Art. 10. De Minister neemt een beslissing over de schorsing van de erkenning op het voorstel van de Jeugddienst, opgesteld in de vorm van een ontwerp van besluit, met toevoeging van de voorafgaande ingebrekestelling, het advies van de Inspectie en de mogelijke nota's met op- en aanmerkingen opgesteld door de Jeugdraad met toepassing van de artikelen 7, derde lid, en 9, derde lid.

De Minister treft zijn beslissing met bepaling, desnoods, van de datum van inwerkingtreding en de duur van de schorsing van de erkenning, en deelt zijn beslissing aan de Jeugddienst mee ter kennisgeving aan de vereniging.

Zijn beslissing wordt van rechtswege gelijkgesteld met de schorsing van de subsidies bedoeld bij artikel 11 van het decreet.

Art. 11. Vanaf de inwerkingtreding van de schorsing van de erkenning, en tot het einde ervan, wordt de Jeugdraad verhoord één, twee of drie maal, naargelang de schorsing uitgesproken werd voor een duur die korter is dan of gelijk is aan drie maanden, of langer dan drie maanden maar niet langer dan zes maanden, langer dan zes maanden maar niet langer dan negen maanden.

Voor het verhoor bedoeld bij het vorige lid wordt gezorgd door de Jeugddienst en dat verhoor heeft tot doel de Jeugdraad in staat te stellen alle elementen voor te brengen die ertoe zouden strekken te bewijzen dat zijn bedoeling is zich naar de voorafgaande ingebrekestelling te schikken.

In afwijking van het voorafgaande lid, indien het verhoor het enige of het laatste is van een schorsingsperiode, wordt ervoor gezorgd door de Minister of diens afgevaardigde, in de aanwezigheid van de verantwoordelijke van de Jeugddienst plaatsvindt en, geldt, desgevallend, als verhoor tot al dan niet intrekking van de erkenning bedoeld bij afdeling 3.

Afdeling 3. — Intrekking van de erkenning

Art. 12. Indien, op het einde van de schorsingsperiode van de erkenning en na het verhoor bedoeld bij artikel 10, derde lid, de Minister, op met redenen omkleed voorstel van de Jeugdraad, opgesteld in de vorm van een ontwerp van besluit, acht dat de Jeugdraad de hem verweten feiten die als basis gelden voor de schorsing van de erkenning niet verholpen heeft, trekt hij de erkenning in.

De beslissing van de Minister heeft uitwerking met ingang van de kennisgeving ervan aan de Jeugdraad door de Jeugddienst.

Zij betekend van rechtswege dat de subsidies bedoeld bij artikel 11 van het decreet afgeschaft worden.

HOOFDSTUK VI. — Beroepsprocedures

Art. 13. De bepalingen van dit hoofdstuk hebben betrekking op :

- 1° de beroepen tegen een beslissing in verband met een aanvraag om erkenning of vernieuwing van deze;
- 2° de beroepen tegen een beslissing betreffende de schorsing of de intrekking van een erkenning.

Art. 14. Vanaf de kennisgeving van een beslissing bedoeld bij het vorige lid, beschikt de vereniging of, desgevallend, de Jeugdraad, over vijftien werkdagen om tegen de beslissing bij aangetekende brief gericht aan de Jeugddienst beroep in te stellen.

Art. 15. Vanaf de ontvangst van het beroep, beschikt de Jeugddienst over vijftien werkdagen om een voorstel tot beslissing aan de Minister over te zenden met erbij, indien tijdig uitgebracht, het advies van de Inspectie.

Dit voorstel tot beslissing wordt gelijktijdig aan de vereniging of, desgevallend, aan de Jeugdraad meegedeeld.

Art. 16. Alvorens een beslissing te treffen, hoort de Minister, of desgevallend diens afgevaardigde, de Jeugdraad, in de aanwezigheid van de verantwoordelijke voor de Jeugddienst.

De oproeping voor het verhoor wordt aan de vereniging of, desgevallend, aan de Jeugdraad, bij aangetekende brief toegezonden. Minstens vijftien werkdagen moeten verlopen tussen de zending van de oproeping en de dag van het verhoor.

De oproeping bevat de vermelding dat de vereniging of, desgevallend, de Jeugdraad over de mogelijkheid beschikken om een nota met op- of aanmerkingen in te dienen ter gelegenheid van het verhoor of, desgevallend, het verhoor te vervangen door het enkel indienen van een nota met op- en aanmerkingen.

Art. 17. De Minister neemt een beslissing over de beroepen bedoeld bij artikel 13, op het met redenen omklede voorstel van de Jeugdraad, opgesteld in de vorm van een ontwerp van besluit.

Hij deelt zijn beslissing aan de Jeugdraad mede ter kennisgeving aan de vereniging.

Art. 18. een beslissing genomen over een beroep overeenkomstig dit hoofdstuk heeft uitwerking met ingang van de datum waarop de Jeugddienst van de beslissing kennis heeft gegeven.

Art. 19. Onverminderd de bepalingen van dit besluit, zorgt de Jeugddienst, die de Minister over het verloop en de inhoud ervan inlicht, voor de verhoren aangevraagd door de vertegenwoordigers van de Jeugdraad met toepassing van artikel 3, § 2, laatste lid, van het decreet.

HOOFDSTUK VII. — De subsidies ten gunste van de Jeugdraad en het presentiegeld

Art. 20. De Jeugddienst betaalt, tegen 31 maart uiterst, 85 % van de jaarlijkse subsidie uit bedoeld bij artikel 11, eerste lid, 2°, van het decreet.

Hij vereffent het saldo van de voornoemde subsidie in een schijf uit ten laatste binnen de drie maanden na de indiening bij de Jeugddienst van de documenten bedoeld bij artikel 21, tweede lid.

Onverminderd artikel 13 van de wet van 16 mei 2003 tot vaststelling van de algemene bepalingen die gelden voor de begrotingen, de controle op de subsidies en voor de boekhouding van de gemeenschappen en de gewesten, alsook voor de organisatie van de controle door het Rekenhof, trekt de Jeugddienst van de betaling van deze schijven de delen van subsidie af die betrekking hebben op vorige kalenderjaren waarvoor de Jeugdraad geen verantwoording heeft kunnen geven.

Art. 21. De subsidie toegekend voor een jaar heeft betrekking op hetzelfde kalenderjaar. Deze subsidie wordt gestaafd met de resultatenrekening van datzelfde kalenderjaar.

De Jeugdraad wordt ertoe gehouden tegen 31 juli uiterst aan de Jeugddienst zijn jaarrekeningen goedgekeurd door zijn algemene vergadering en betreffende het vorige kalenderjaar mee te delen. Deze jaarrekeningen bevatten de balans en de resultatenrekening volgens het schema bepaald bij de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen.

Art. 22. § 1. De logistieke hulp bedoeld bij artikel 11, eerste lid, 3°, van het decreet, stemt overeen met de kostvrije terbeschikkingstelling, in voldoende hoeveelheid, van minstens het hierna volgende materiaal :

- 1° computers, met inbegrip desgevallend, van laptops, met een internetverbinding;
- 2° printers, waarvan minstens een kleurenprinter;
- 3° scanners;
- 4° telefoon- en faxapparaten;
- 5° kasten, bureaus en bureaustoelen;
- 6° bureaumateriaal;
- 7° vergaderingtafels en -stoelen.

§ 2. De administratieve hulp bedoeld bij artikel 11, eerste lid, 3°, van het decreet, stemt overeen met, de terbeschikkingstelling, in voldoende hoeveelheid, van minstens de volgende diensten en prestaties :

- 1° hulpverlening door het Etnic, indien nodig;
- 2° gebruik van Postdiensten of, desnoods, van leveringsondernemingen.

§ 3. De hulp inzake infrastructuur en huisvesting bedoeld bij artikel 11, eerste lid, 3° van het decreet, stemt overeen met, de terbeschikkingstelling, in voldoende hoeveelheid, van minstens de volgende prestaties :

- 1° lokalen die dicht bij de openbare gemeenschappelijke vervoermiddelen gelegen zijn, waarin de bureaus bedoeld bij paragraaf 1, 5° gebracht kunnen worden en een afzonderlijke vergaderingzaal;
- 2° reinigingsdiensten van de lokalen bedoeld bij 1°;
- 3° toegang tot de lokalen bedoeld bij 1° buiten de werkuren.

Art. 23. § 1. Met toepassing van artikel 8, § 9, van het decreet, wordt het bedrag van het presentiegeld per werksessie op 25,52 vastgesteld.

De verplaatsings- en verblijfkosten worden bepaald volgens de voorwaarden en de tarieven bepaald door de reglementering inzake van toepassing op de personeelsleden van het ministerie. Daartoe, worden de leden van de Jeugdraad en de deskundigen bedoeld bij artikel 8, § 7, van het decreet, gelijkgesteld met de personeelsleden van het ministerie die titularis zijn van een graad gerangschikt in rang 12.

De leden van de Jeugdraad worden ertoe gemachtigd gebruik te maken van hun persoonlijk voertuig voor de verplaatsingen vereist door hun deelname aan de vergaderingen van de Jeugdraad. Ze genieten een vergoeding die gelijk is aan het bedrag dat door de Franse Gemeenschap betaald zou moeten worden indien zij gebruik hadden gemaakt van de openbare gemeenschappelijke vervoermiddelen. De Franse Gemeenschap zorgt niet voor de dekking van de risico's die voortvloeien uit het gebruik, door de leden, van hun persoonlijke voertuig.

§ 2. De bedragen bedoeld bij de eerste paragraaf worden aangepast aan het gezondheidsindexcijfer om de twee jaar, vanaf 1 januari 2011.

Dezelfde bedragen worden om de drie maand betaald bij verstrijking van de termijn.

§ 3. De bedragen bestemd voor de deskundigen bedoeld bij de eerste paragraaf worden betaald, overeenkomstig de tweede paragraaf, aan de vereniging waarvan deze deskundigen lid zijn, behoudens uitdrukkelijke instemming van deze laatste opdat de betaling ten gunste van de deskundigen in persoon zou gebeuren.

HOOFDSTUK VIII. — *Slotbepalingen*

Art. 24. Het decreet treedt in werking op 1 januari 2009.

Art. 25. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2009.

Art. 26. De Minister tot wiens bevoegdheid de Jeugd behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 14 mei 2009.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :
De Minister van Jeugd en Onderwijs voor sociale promotie,
M. TARABELLA

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE
DIRECTION GENERALE DE LA CULTURE

Service de la Jeunesse

Boulevard Léopold II, 44
1080 BRUXELLES

DOSSIER D'AGREMENT

en tant que

Conseil de la Jeunesse de la Communauté française

Nom de l'Association :

DOSSIER D'AGREMENT

Partie réservée à l'Administration

	OUI	NON	Date
Dossier reçu	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Dossier complet	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Si dossier incomplet, documents sollicités :

-
-
-

Dossier transmis à l'Inspecteur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Avis de l'Inspecteur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Proposition du Service de la Jeunesse	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Transmission de la proposition et des avis au Ministre	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Ressort d'inspection :	
Inspecteur :	

DECISION DU MINISTRE

1. Agrément en tant que Conseil de la Jeunesse de la Communauté française :

- Oui
- Non

A la date du

Décision prise le

DEMANDE D'AGREMENT

- Demande initiale
 Demande de renouvellement

....., le

Nom de l'association :

.....

Adresse :

.....

.....

A l'attention du Ministre de la Jeunesse

Monsieur/Madame le/la Ministre,

1. Nous sollicitons l'agrément*/ le renouvellement d'agrément de notre association

.....

..... sise à

rue n°..... en tant que

Conseil de la Jeunesse de la Communauté française à partir du/...../.....

Nous ajoutons avoir pris connaissance du décret du 14/11/2008 et de ses arrêtés d'application. Nous déclarons vouloir nous y conformer.

Les renseignements et documents indispensables pour la prise en considération de notre demande sont annexés à la présente

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de nos sentiments respectueux.

Pour le Conseil d'Administration,

Le Secrétaire,

Le Président,

I. Conditions générales

1. IDENTIFICATION DE L'ASSOCIATION :

a. Nom de l'association :

--

Adresse du siège social :

--

Code Postal

--

Localité

--

b. Téléphone :

n° de téléphone et libellé complet

--	--

c. Web & email :

Adresse em@il

--

Site Internet

--

2. CRITERES GENERAUX

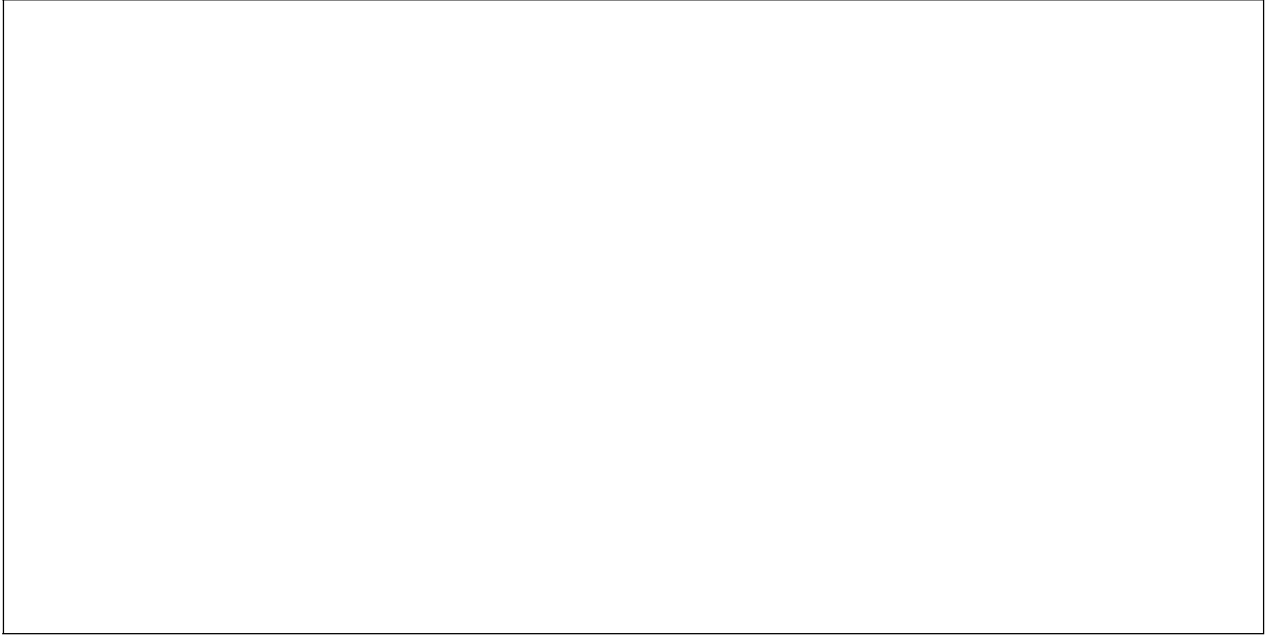
a.	Statut de l'asbl :		
	N° d'entreprise :		
	Date de création :		
	Joindre une copie des statuts coordonnés et la dernière parution au Moniteur	Annexe 1	<input type="checkbox"/>
b.	Composition des instances :		
	Fournir l'annexe relative à la liste des membres de l'Assemblée générale, leur provenance et leur date de naissance dans le respect de l'article 8 du décret	Annexe 2	<input type="checkbox"/>
	Fournir l'annexe relative à la liste des membres du Conseil d'Administration, leur provenance et leur date de naissance dans le respect de l'article 9 du décret	Annexe 3	<input type="checkbox"/>
c.	Compte bancaire :		
	Numéro :		
	Joindre un virement pré-imprimé, une attestation bancaire ou un extrait de compte (le compte doit être au nom de l'association)	Annexe 4	<input type="checkbox"/>
d.	Plan d'action pour la 1^{ère} année de l'agrément	Annexe 5	<input type="checkbox"/>
e.	Budget relatif à la 1^{ère} année de l'agrément	Annexe 6	<input type="checkbox"/>

3. CRITERES COMPLEMENTAIRES

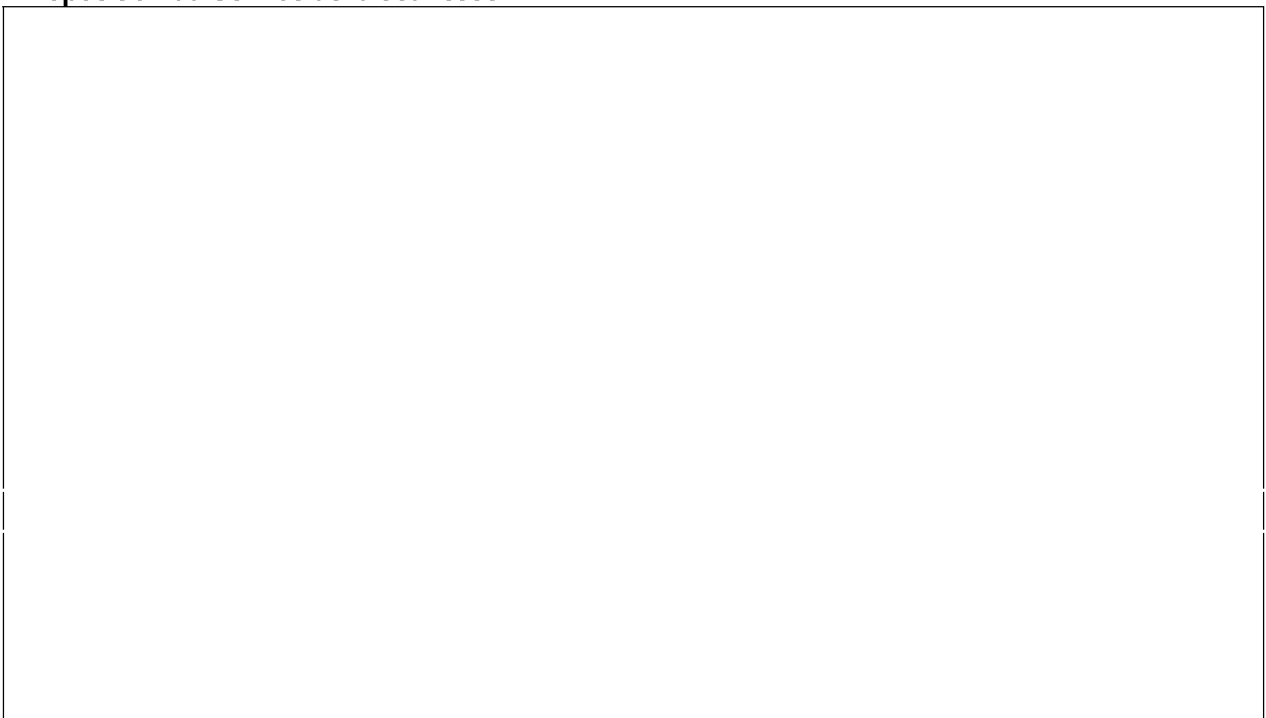
Dans le cas où l'association existe préalablement à l'appel public

a.	Rapport d'activités de l'année écoulée	Annexe 7	<input type="checkbox"/>
b.	Comptes et bilans relatifs à l'année écoulée	Annexe 8	<input type="checkbox"/>

Avis de l'Inspection :

A large, empty rectangular box with a thin black border, intended for the inspection report.

Proposition du Service de la Jeunesse :

A large, empty rectangular box with a thin black border, intended for the proposal from the Youth Service.